



FORUM ONUCI À MAN

Après les forums qui avaient eu lieu à Abidjan, Bouaké, Daloa, Yamoussoukro, Zuénoula, et Guiglo, la Division de l'Information publique a organisé le samedi 25 mars un forum d'échanges avec la société civile de Man, dans le cadre recueilli du Centre Béthanie, autour du thème « Le Rôle de l'ONUCI dans la résolution de la crise ivoirienne ». L'assistance, qui avoisinait cent cinquante personnes, s'est interrogée avec gravité sur le travail de l'ONUCI dans leur région.

En dehors du quatrième adjoint au Maire de Man, M. Gueu Sahi, on a noté également la présence de trente-cinq chefs supérieurs parmi les quatre-vingt que compte la région (délégation conduite par le chef du quartier Belleville de Man, M. Dion Robert), du représentant des Forces Nouvelles, M. Kollo Ouattara, du président de la Coordination de la société civile de Man, M. Camara Daouda, et des dignitaires religieux des différentes confessions.

Les diverses divisions de l'ONUCI étaient également bien représentées : Protection de l'Enfance, VIH-Sida, Genre, Rule of Law, Droits de l'Homme, MPIO, Affaires Civiles, DDR. L'Office des migrations internationales et le Programme alimentaire mondial ont aussi dépêché un délégué au Forum.

La délégation en provenance d'Abidjan a atterri à Man vers 11 heures du matin et s'est aussitôt dirigée au pas de course vers le Centre Béthanie.

Après le cérémonial rituel de libations conduit par Dion Robert au nom des quatre cantons de la région, le chef a présenté des excuses à la délégation de l'ONUCI au nom des absents, invoqué les mânes des ancêtres en leur demandant l'autorisation de demander la paix pour la terre de Man qui a, a-t-il dit, beaucoup trop souffert de cette crise.

Puis ce fut le tour des dignitaires religieux, MM. Traoré Bakaba pour les musulmans et Guéné Tia pour la communauté chrétienne.

Dans son allocution de bienvenue, le quatrième adjoint au Maire de Man, M. Gueu Sahi, a d'abord tenu à exprimer sa reconnaissance à l'ONUCI. Il a ensuite émis le vœu que les débats ouverts lors de ce forum aboutissent à une contribution décisive pour la paix. Surtout pas de sujets tabous, a-t-il lancé à l'adresse de l'assistance. « Depuis la rencontre de Yamoussoukro, le règlement de la question de la C.E.I. et la tenue des examens dans les zones sous contrôle des Forces Nouvelles, on avance d'un bon pas vers l'instauration d'une paix définitive en Côte d'Ivoire », a-t-il déclaré.

An nom des Forces Nouvelles, M. Kollo Ouattara, avant de dresser un bilan encourageant, selon lui, de la gestion des problèmes de leurs zones par les Forces Nouvelles, a dit qu' « ils espéraient que les problèmes qui seraient posés tout au long du forum feraient l'objet d'une attention particulière de la part de tous les partenaires au processus de paix ». Il a en outre souligné l'urgence de l'appui de l'ONUCI à la création d'activités génératrices de revenus, véritable condition, selon lui, à la réussite de la réconciliation nationale.

Le lieutenant-colonel Murtoza, commandant du bataillon bangladais de Man, a rappelé que le rôle des casques consistait à surveiller la Zone de confiance comme le stipule le mandat confié par le Conseil de sécurité, à protéger le personnel des Nations unies et les civils, surveiller les milices et les mouvements de groupes armés, empêcher les affrontements interethniques, et rester en contact avec les FANCI et les FAFN pour aider au rétablissement de la confiance. Il a terminé son allocution en demandant aux Ivoiriens de rejoindre l'ONUCI sur la route de la paix.

Pour sa part, M. Camara Daouda, président de la Coordination de la société civile de Man, a noté « l'aubaine que représentait ce forum pour les Manois. Pour aider à désarmer les esprits. Il a aussi insisté sur la nécessité d'une identité nationale acceptable et acceptée de tous car, selon lui, la diversité culturelle est un facteur d'enrichissement. Le Chapitre 7 de la Charte des nations Unies, sous lequel est placée désormais la Côte d'Ivoire, devrait interpeller chacun de nous, a-t-il répété. Mais il restait, a-t-il regretté, assez pessimiste devant les hésitations, tergiversations, louvoiements et atermoiements (sic !) des Nations unies devant la crise ivoirienne.

La Directrice de la Division de l'Information, au nom du Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations unies en Côte d'Ivoire, a remercié le public pour sa participation au Forum. Elle a souligné l'importance de ce type d'échanges, qui servent à informer l'ONUCI

afin qu'elle puisse répondre mieux aux problèmes qui lui sont posés dans le cadre de sa mission de maintien de la paix.

Le Forum s'est poursuivi avec gravité. Des thèmes abordés et des interrogations qui transparaissent avec clarté, il suffirait de retenir les problèmes suivants :

Quelle est la suite donnée au projet de formation des ex-combattants ?

Pourquoi les sections de l'ONUCI ne sont-elles pas suffisamment représentées sur le terrain ?

Et les agences du système des Nations unies ? Ne devraient-elles pas être davantage représentées ?

Le VIH-Sida mériterait plus d'attention dans la région, compte tenu de son développement rapide. Que fait l'ONUCI pour initier des campagnes de sensibilisation plus agressives ?

L'impunité, les droits de l'homme, la protection de l'enfance, l'indemnisation des victimes de la guerre, le DDR et les programmes de réinsertion sont des dossiers prioritaires. Que fait l'ONUCI pour répondre à ces questions urgentes ?

Le problème de l'identification suscite une angoisse justifiée devant l'approche des échéances électorales. Comment se feront concrètement l'identification, le recensement, le désarmement ?

Quel est le sort exact des déplacés et des réfugiés ? Que peut faire l'ONUCI ou l'O.I.M. face à leur situation ?

Qu'en est-il de la question de la fluidité de la circulation des personnes et des biens ?

Quand finira-t-on le redéploiement des casques bleus à Guiglo ?

Comment peut-on soumettre une demande d'aide pour un projet à impact rapide ?

Une égalité de traitement existe entre les enseignants bénévoles, qui ont assuré les enseignements en zones sous contrôle des Forces en l'absence des titulaires qui bénéficieront, eux, d'une indemnité en cas de redéploiement. Que fait l'ONUCI à ce sujet ?

Que prévoit-on en termes d'indemnisation pour les gens qui ont tout perdu pendant la guerre ?

Que prévoit l'ONUCI pour le redéploiement des sous-préfets dans les zones afin que l'enregistrement des naissances recommence ? Que fait l'ONUCI pour les jeunes filles rendues vulnérables par la guerre et condamnées à la prostitution et aux maladies sexuellement transmissibles ? Et les agriculteurs victimes de guerre ? Qui s'en occupe ? Et lorsque l'on parle de la protection des enfants, quid des personnes âgées ?

Comment peut-on renforcer le rôle de la femme dans le processus de paix ?

Ces questions ont suscité une bonne concertation dans l'assistance et eu droit à des réponses franches et précises. La Société civile de Man, en guise de remerciements, a enfin décerné à titre symbolique des diplômes d'honneur au Secrétaire Général des Nations Unies, M. Kofi Annan, à son Représentant spécial en Côte d'Ivoire, M. Pierre Schori, à la Directrice de la Division de l'Information publique de l'ONUSI, Mme Margherita Amodéo, à MM. Abdoul Sow et Kebe Yacouba, de l'Unité de Plaidoyer, ainsi qu'à Mlle Maria Rosa Lorini de la même unité, sans oublier l'équipe d'ONUSI FM qui a inauguré pour cette occasion ses émissions à Man en ce jour.





Produced by the UNOCI Office for Public Information. April 2006.

UNOCI Photos/PIO, April 2006.

Disclaimer - This publication is for information only and is not an official document of the United Nations. The views expressed do not necessarily represent the views of the United Nations or the United Nations Mission in Cote d'Ivoire.